



Syndicat National des Personnels  
de l'Éducation Surveillée  
Protection Judiciaire de la Jeunesse  
Fédération Syndicale Unitaire



**Comité régional Rhône Alpes Auvergne**

*Correspondants régionaux :*

*M MARTIN Xavier – UEHC St Genis les Ollières*

*M. JUIGNIER Alan - UEAJ Annecy (74) 04 50 08 12 39*

*M<sup>me</sup> CHARRE Sylvie STEMO Privas (07) 04 75 64 65 61*

*M NEFRA Nouredine - UEHC St Genis les Ollières*

Lyon, le 7 juillet 2016

**CTR du 8 juillet 2016**  
**Déclaration pré-liminaire**

**Ce Comité Technique Régional Centre Est se tient dans un contexte de lutte contre le projet de loi Travail.**

**Depuis maintenant plus de trois mois, la rue est régulièrement occupée par des manifestations, dans une atmosphère où l'expression populaire se voit opposer la violence d'État. Il devient alors compliqué de faire valoir l'opinion du plus grand nombre alors qu'une grande majorité des français et françaises se disent opposé-es à ce projet !**

Encore une fois le gouvernement fait preuve d'un déni de démocratie, dégainant le 49,3 pour forcer l'adoption de la loi Travail de retour à l'assemblée. Il fait fi de la parole du peuple et de la voie des organisations syndicales et des droits syndicaux.

A la PJJ, malgré un affichage de bienveillance, une note d'orientation de la Directrice de la PJJ et autres textes, les conditions de travail ne cessent de se dégrader pour tous les personnels sans distinction de service.

Lors des derniers CTIR Centre Est (du 03 décembre 2015 et du 29 avril 2016), nous vous faisons déjà part d'un dialogue social vide de sens alors que vous vouliez « agir sur le réel ». A plusieurs reprises, nous vous avons alertés concernant l'écart important entre les intentions et l'ambition affichées par l'Administration Centrale **et la déclinaison des notes de la DPJJ sur les terrains.**

Le SNPES-PJJ-FSU vous a alerté, à différentes reprises de la rigidité et l'autoritarisme de certaines DT et Directions de service alors que vous les laissez souverains. Nous ne pouvons que constater un fort décalage entre les retours par voie hiérarchique et ce que nous percevons au quotidien sur le terrain (cf. tract de la section Drome-Ardèche, de la section Isère...).

Aujourd'hui la PJJ danse la même valse que le gouvernement en dénigrant le dialogue social et en s'attaquant aux droits syndicaux.

Comme nous en avons pris l'habitude, nous sommes ici pour une validation du dialogue social qui reste un dialogue de façade. Aujourd'hui, **le SNPES-PJJ-FSU, ne peut, ne veut mobiliser du temps et de l'énergie pour des CTR insipides, il siègera comme vous attendez « en façade ».**

Le secrétariat régional Centre Est